Cahier de doléances du Tiers État de Garons (Gard)

Doléances et remontrances de la communauté de Garons.

Les habitants de Garons prient MM, les rédacteurs du cahier de doléances de la sénéchaussée, de développer les puissants motifs du présent cahier, et de supplier très humblement Sa Majesté que, pour le bien général, il soit déterminé, à la tenue des prochains États généraux, les articles suivants :

Art. 1^{er}. Que le Tiers état soit représenté en égal nombre aux deux ordres réunis du Clergé et de la Noblesse, tant aux États généraux qu'aux États provinciaux ;

2. Que les voix soient recueillies, dans ces deux différentes Assemblées, par tête et non par ordre ;

3. L'abolition perpétuelle de toutes les fermes et péages, dont les droits se perçoivent dans l'intérieur du royaume, sur les objets de consommation, comme étant des entraves à la circulation du commerce ;

4. Que le sel et autres objets de consommation soient marchandises par tout le royaume ;

5. Que les douanes, dont les droits se lèvent sur les marchandises allant ¹ et venant de l'étranger, soient placées aux frontières du royaume ;

6. Que le code des lois civiles et criminelles soit corrigé et amélioré, pour le bien des peuples, en abrégant les formes judiciaires, qui éternisent les procès et ruinent les parties ;

7. Que la vénalité des charges soit abolie, que les juges soient désignés par les justiciables et nommés par le Roi ;

8. Qu'il soit accordé une protection spéciale aux curés de campagne ; que leur congrue soit portée à 1000 l, pour les curés et 500 l. pour les vicaires ; supprimer le casuel, dont la perception déshonore le ministre ;

9. Que toute personne, biens et maisons, soit comprise dans toute imposition de l'État, ² provinces et communautés, sans distinction de privilège quelconque, d'état ni de rang, pour en supporter et payer les répartitions dans la plus exacte proportion ;

10. Que la perception des impôts soit établie le plus simplement possible, et de la manière la moins onéreuse pour le peuple ;

11. Que le sort de la milice soit supprimé, comme étant nuisible aux habitants des campagnes, en leur enlevant les bras dont il prive les cultivateurs, et le temps précieux perdu à l'époque du tirage ;

12. Que le droit de contrôle soit réduit et modéré ; qu'il soit intelligible³ et déterminé par un seul tarif ;

13. Que les États soient tenus périodiquement de cinq en cinq ans ;

14. Que les tribunaux de justice soient rapprochés des justiciables ;

15^e et dernier article. Garons est un terroir qui a été donné par le Roi à la manse épiscopale de Nimes. Les évêques l'ont inféodé sous le droit de champart inégal. Par arrêt du parlement de Toulouse rendu en ⁴, le droit de champart fut réuni à la dîme. Ces deux droits réunis de champart et de dîme ont été perçus depuis

¹ à

² des

³ intelligible

⁴ laissé en blanc

ce temps sur le pied du six, du huit et du dix pour les grains, et du douze pour le vin. Et comme le terroir de Garons est situé sur une hauteur et très aride, il est conséquemment très peu productif. La dime qu'on perçoit est si onéreuse qu'elle absorbe tout le produit de la terre et l'approprie au décimateur. Sa Majesté sera très humblement suppliée de réduire ces deux impôts de champart et de dime à la vingtième partie du produit, pour soutenir et encourager l'agriculture.

le quinzième et dernier article ayant été inséré dans le présent cahier contre nos représentations, Bagard, juge

Observations proposées par Idalot, député de la communauté de Garons, à MM. les Commissaires nommés pour la rédaction du cahier des doléances du Tiers état de la sénéchaussée de Nîmes.

Messieurs,

Vous vous êtes aperçus sans doute que les réformes indiquées dans le cahier de la communauté qui m'a député, portent essentiellement sur des droits onéreux aux peuples, mais qui cependant amènent au Trésor royal de gros revenus, dont la suppression augmenterait les obstacles pour les paiements des besoins de l'État.

L'objet de ces observations est donc d'indiquer des moyens pour parvenir au double but de soulager le peuple et d'augmenter la masse des revenus de l'État.

1. D'après le calcul de M. Necker, la totalité des impositions annuelles s'élève à 557 millions, le déficit à 180 millions, ce qui fait 737 millions. Mon projet offre une recette de 821 millions, de laquelle il faut distraire 21 millions pour les frais de perception. Resterait donc net 800 millions, ce qui présente un excédent de recettes de 63 millions, qui, joint avec les objets qui ne sont pas compris dans les présentes observations, comme la poste aux lettres, le contrôle des actes, les douanes aux frontières et les réformes à opérer, produirait une somme très considérable, qui serait appliquée à l'amortissement des dettes de l'État.

2. Pour remplir cet objet, trois impôts, dont la répartition et la perception sont fort aisées, deviennent nécessaires :

1° Impôt territorial en argent sur tous les biens des campagnes.

2° Taille pour les maisons des villes et ⁵ campagnes.

3° Rachat de tous les droits des fermes sur les objets de consommation.

M. Necker assure que la surface du royaume est d'environ 27 000 lieues carrées. La lieue est composée de 4700 arpents, ce qui fait 126 900 000 arpents. ⁶ les imposant à 2 l. t. le produit est 253 800 000 l.

La taille sur les maisons et jardins de plaisance des villes et ⁷ campagnes, en augmentation de 2 l. t. par arpent, eu égard à leur produit net, serait portée pour la totalité à 107 900 000 l.

Le rachat de tous les droits des fermes sur les objets de consommation, d'après le tableau que je joins aux présentes, se porte à 459 300 000 l.

Ces trois objets forment un total de 821 millions.

3. La manière actuelle de percevoir l'impôt ne présente aucun inconvénient ; sauf la réforme des receveurs des provinces, ceux des districts répondraient à droiture aux receveurs généraux. Il est question de fixer leurs émoluments. Les collecteurs, receveurs des districts et receveurs généraux — douze de ces derniers suffiraient — se retiendraient, chacun, 2 deniers par livre sur tout ce qui serait versé dans leur caisse. Les uns et les autres seraient obligés de fournir cautionnement.

⁵ des

⁶ En

⁷ des

Pour éviter partie du transport des espèces, les receveurs des districts, d'après les ordres et les mandats des receveurs généraux, acquitteraient, dans leur arrondissement, les sommes qui sont à la charge de l'État, tant pour les militaires que pour tout autre objet.

4. La répartition des impôts serait fixée aux États généraux sur chaque province, en ayant égard à la qualité et à la position du sol, ainsi qu'à la population. Ils seraient ensuite répartis par les administrations provinciales, aux-quelles on donnera certainement la meilleure forme possible.

Il est de nécessité préalable que tous les biens soient compris dans le cadastre de chaque communauté, que ces cadastres soient même refaits tous les vingt ans, afin que les personnes qui changent de nature les fonds qu'elles possèdent, puissent jouir de la modération, ou être soumises à l'augmentation de l'impôt, selon les différents changements survenus pendant les vingt années qui se seraient écoulées.

5. Nous sommes au moment des besoins. Les répartitions ne peuvent être faites. Il convient que, pour l'année courante et celle de 1790, il soit fait par la Nation un emprunt suffisant pour y suppléer, après lequel il ne soit jamais permise l'État, ni à aucune province, corps et communauté, d'emprunter.

Le cas de guerre arrivant, l'amortissement annuel des dettes de l'État serait suspendu jusqu'à la paix, les sommes qui y sont destinées seraient appliquées aux dépenses pour la soutenir, et, si elles n'étaient pas suffisantes, il serait fait une augmentation sur chaque province au sou la livre, laquelle augmentation n'aurait plus lieu lorsque la guerre serait finie.

A chaque tenue des États généraux, il serait fait un relevé des dettes acquittées, pour diminuer les impôts à raison des intérêts qu'il y aurait de moins à payer.

6. On ne saurait porter trop d'attention à la correction du code des lois tant civiles que criminelles. Le temps de la tenue des États généraux ne paraît pas le plus convenable pour cette grande œuvre. Il conviendrait d'établir une commission pour s'occuper de ce précieux ouvrage, mais qu'elle ne fût nommée que dix-huit mois après la séparation des prochains États généraux, par le Roi et son Conseil ; qu'il y eût, pendant cet intervalle, un bureau auquel il serait libre d'adresser tous les plans de réforme et amélioration relatifs à ce sujet ; et ce serait d'après l'examen de ces différentes productions que les membres de la commission seraient choisis.

7. Outre l'ouvrage du code, cette commission s'occuperait encore de la création de nouveaux tribunaux pour rapprocher la justice des justiciables ; de la révision des droits de contrôle des actes, de celle des droits de la conservation des hypothèques pour la sûreté des acheteurs, en réunissant ces deux objets, réduisant le nombre des droits, modérant leur taux et les fixant par un seul tarif, clair et précis, affiché dans chaque bureau de recette.

8. Elle s'occuperait aussi de l'examen des fiefs, lods, champarts, péages et autres droits de cette nature. Ceux qui en auraient acquis légitimement la propriété y seraient maintenus, mais avec la restriction qu'ils seraient sujets à la prescription des dettes ordinaires, et que les redevables pussent s'en libérer d'après le taux que la loi fixerait. Ceux qui auraient été établis pour des causes qui n'existent plus demeuraient abolis. Les personnes qui possèdent de pareils droits seraient tenues de justifier de leurs titres dans les dix-huit mois fixés, en les adressant au bureau indiqué.

Cette commission ferait tout son possible pour avoir fini ses opérations avant la tenue des États généraux lors prochains, afin que son travail y fût examiné et devînt par la sanction une loi fondamentale.

9. Pour empêcher la multiplicité des procès, il serait établi des juges de paix dans toutes les principales villes du royaume, en nombre relatif à leur grandeur, population et arrondissement. Ils seraient choisis et désignés par les justiciables, au nombre de trois pour un, qui serait nommé par le Roi. Leurs honoraires seraient à la charge de l'État et seraient proportionnés à la dignité de leurs emplois.

Nul ne pourrait intenter une action contre qui que ce fût, sans l'avoir préalablement cité devant ces juges, et leur avoir remis un extrait du titre, signé par lui, sur lequel il fonde ses prétentions en matière civile, ou du motif dont il croit avoir à se plaindre en matière criminelle.

Les juges de paix, munis de ces pièces, manderaient venir ceux contre qui seraient dirigées les réclamations, afin que, dans un délai qu'ils fixeraient, ils fussent tenus de fournir les exceptions qu'ils trouveraient convenables.

Après quoi ces juges, selon que le cas l'exigerait, après avoir épuisé toutes les voies de conciliation, permettraient ou refuseraient de plaider.

Les affaires de juridiction consulaire et de police seraient exceptées.

Si les juges de paix du lieu refusaient de prendre connaissance des causes qui leur seraient portées, ou les faisaient traîner en longueur, par négligence ou ⁸ égard pour l'une des parties, celle qui éprouverait ces difficultés, après avoir constaté la négligence de ses juges, pourrait solliciter auprès des juges de paix d'une des villes voisines la permission de plaider.

10. Ce fut en abusant de l'esprit superstitieux des peuples, que le Clergé parvint à leur faire accroire que la dime était de droit divin. L'origine mensongère donnée à ce tribut est connue des moins instruits. Le paiement de la dime était néanmoins de devoir lorsqu'elle commença à être perçue. Les églises, dépouillées par Charles Martel, auraient bientôt manqué de ministres, si leur état ne leur eût pas fourni la subsistance. Mais ces ministres faisaient le service, et nos gros décimateurs d'aujourd'hui sont désœuvrés.

Le paiement de la dîme est donc à leur égard un effet sans cause.

Cependant les décimateurs possèdent, et il serait sans doute injuste de les dépouiller. Laissons-les donc jouir, mais en fixant la dîme à un moindre taux, et sur des espèces de fruits si bien exprimées, qu'il n'y ait plus lieu à des contestations à ce sujet.

Qu'il soit ensuite ordonné qu'à mesure de la vacance de chaque bénéfice, son produit sera versé dans une caisse gardée par les officiers municipaux des villes principales, qui paieront les charges du bénéfice, et compteront à l'acquit des dettes du Clergé le résidu des revenus, toutes charges distraites.

Par cet ordre, la dime se trouverait insensiblement supprimée, et la dette du Clergé serait éteinte. Pour lors, les communautés dispensées du tribut, y suppléeraient en payant de même, alors et tout le temps à venir, leurs curés et vicaires.

« Notre fisc, disait Chilpéric, petit-fils de Clovis, est devenu pauvre. Nos richesses ont été données aux églises. Il n'y a plus que les évêques qui régneront. Ils sont dans la grandeur et nous y sommes plus ». Ce langage d'un roi français convient maintenant à la Nation française. Les gros décimateurs perçoivent le quart des revenus du royaume, en comptant les frais de culture et de cueillette. Ils sont riches et les cultivateurs sont pauvres. Eh ! comment pourrait-on établir un impôt territorial ou tout autre impôt indispensable, si, d'un côté, on ne réduit pas la dime ecclésiastique, et si, de l'autre, on n'en fait pas espérer à la Nation l'extinction prochaine ?

Les charges seront encore trop accablantes, mais la perspective d'en voir diminuer le poids, celle de pressentir un bien-être pour nos enfants, l'assurance que les tribunaux ne retentiront plus des procès entre les gros et les petits décimateurs, entre les prieurs et les décimables, la certitude qu'un ministre des autels ne disputera plus une gerbe de blé, une poignée de légumes ou un agneau à son malheureux paroissien, et qu'ils ne haïront plus, toutes ces choses rendront les impôts supportables.

11. Il sera fait des retranchements rigoureux sur toutes les branches de l'administration, et fixé, autant qu'il sera possible, les dépenses de chaque département.

12. Il me paraît, enfin, qu'on pourrait employer le produit des fermes actuelles, jusqu'à l'expiration des baux, au paiement du rachat des charges, tant de judicature que de toute autre espèce. Et pour parvenir à leur extinction totale, on s'aiderait d'une partie du produit des caisses municipales, établies d'après l'article ci-devant concernant la dime, à laquelle on joindrait, à la mort de chaque titulaire chapelain, le produit des ventes des immeubles attachés à sa chapelle. Pour remplir les intentions des fondateurs, les services seraient transportés aux paroisses.

⁸ par